LETTRE DE BRUXELLES

L'organisation professionnelle

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 9 JANVIER 1939.

Cette importante question fait actuellement l'objet des préoccupations générales. A sa solution, en effet, est lié pour une grande part, l'essor de classes moyennes. En effet, tant que les efforts de celles-ci seront éparpillés, il sera impossible de leur donner un statut qui permette à ces classes de se défendre avec chances de succès contre les difficultés de l'heure.

M. Van Ackere, sénateur catholique, un des animateurs des classes moyennes en Belgique, a pris l'initiative de l'intervention légale et a déposé au Sénat un projet qui a rallié l'adhésion de la droite. Le gouvernement ne s'est pas associé aux vues du sénateur catholique et a préparé un autre projet.

Voici comment le R.P. Arendt, un des animateurs de l'Action sociale en Belgique, apprécie le projet gouvernemental. Il y distingue d'abord quatre parties différentes :

La première s'occupe de donner un état civil aux groupements professionnels. Les simples groupements de fait actuels sont reconnus, mais à condition de se faire inscrire dans un registre. Cette inscription leur procure différents avantages que nous examinerons un autre jour. Les groupements professionnels peuvent aussi, s'ils le désirent, acquérir la personnalité civile avec une certaine capacité juridique.

La deuxième partie tend à organiser les relations entre les employeurs et les salariés. Les commissions paritaires sont l'instrument le meilleur pour établir un contact permanent entre les représentants des patrons et ceux des ouvriers et des employés d'une même branche professionnelle. Les commissions paritaires actuelles n'existent qu'en vertu d'arrêtés ministériels. Le projet veut leur assurer une base légale bien plus solide, mais, en définitive, il ne fait que consacrer et stabiliser les résultats favorables des expériences antérieures. Au sein des commissions paritaires, les représentants des employeurs et des salariés peuvent plus facilement conclure des conventions collectives qui jusqu'à présent n'ont pratiquement pas d'effets juridiques.

Le nouveau projet tend à leur donner de pareils effets et à leur assurer une forme plus certaine.

La troisième partie s'efforce d'organiser les relations du gouvernement avec les groupements professionnels. En effet, le gouvernement doit souvent consulter les groupements professionnels et ceux-ci font souvent des démarches auprès des ministres. Il est désirable de régulariser ces consultations et de fournir aux professions organisées l'occasion d'exprimer officiellement leurs avis. C'est le rôle attribué aux trente Conseils professionnels que prévoit le projet. Ce dernier institue aussi un Conseil économique qui représentera l'ensemble des activités professionnelles et permettra au gouvernement de consulter l'ensemble des professions.

Enfin, la quatrième partie s'occupe de la réglementation économique. Lorsque le gouvernement, les groupements professionnels ou les organismes officiels dont nous venons de parler voudront faire établir par arrêté royal un règlement obligatoire pour toute une profession ou pour toute une branche professionnelle, ils devront publier leurs intentions et les intéressés pourront faire opposition devant un Conseil de la réglementation économique qui pourra, après discussion, donner un avis favorable ou défavorable au règlement projeté.

Telle est l'esquisse du projet de M. Heymans, ministre des Affaires économiques. Le P. Arendt y fait de très sérieuses réserves.

S...

Les audiences de M. Daladier

Paris, 9 janvier. — M. Edouard Daladier, président du Conseil, a reçu lundi matin, M. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères.

L'après-midi, il a reçu M. Paul Reynaud, M. Gentin et, de nouveau, M. Bonnet, pendant plus d'une heure.

Les réceptions de M. Bonnet

De son côté, M. G. Bonnet a reçu sir Eric Phipps, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris ; M. Coulondre, ambassadeur de France à Berlin ; M. Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne à Paris.

Le roi Léopold et la reine Elisabeth passent aujourd'hui à Paris

Beaulieu-sur-Mer, 9 janvier. — Le roi des Belges et la reine-mère Elisabeth ont quitté lundi, à 19 h. 53, la Côte d'Azur, où ils séjournaient incognito depuis dix jours. Un wagon spécial avait été accroché au rapide Vintimille-Paris.

Une foule nombreuse, qui s'était massée aux abords de la gare, a manifesté sa sympathie au roi et à la reine qui arriveront à Paris aujourd'hui, à 11 h. 50, et déjeuneront à l'ambassade de Belgique.

TOUT CHANGE...

Tchéco-Slovaquie s'écrit maintenant en deux mots

Le gouvernement tchéco-slovaque a informé les gouvernements étrangers et les autorités postales de tous les pays que le nom du pays s'écrira désormais en deux mots, avec un trait d'union : Tchéco-Slovaquie.

Mort du chevalier Pini le célèbre escrimeur italien

Buenos-Aires, 9 janvier. — On apprend de Buenos-Aires la mort du célèbre escrimeur italien chevalier Pini, qui eut son heure de gloire bien avant la guerre, au moment de ses assauts-duels avec Kirchhoffer et Mérignac.

Pini, qui s'était retiré depuis déjà longtemps à Buenos-Aires, était âgé de 80 ans.

L'EMPLOYE QUI VOUS DONNERA SATISFACTION SUIT LES ANNONCES CES JOURS-CI.

Le syndicalisme français contre la colonisation communiste

Une vive attaque des secrétaires du syndicat des marins marseillais

Marseille, 9 janvier. — MM. Ferri, Pisani et Pasquini, secrétaires généraux de l'Union syndicale des marins du commerce de France, section de Marseille, communiquent une note dans laquelle ils déclarent que la question de grève générale a bien été posée par les communistes.

« Il ne pouvait en effet être question de demander aux marins du commerce s'ils étaient satisfaits des décrets-lois, ajoute la note. La seule question possible était de savoir par quels moyens pratiques les intérêts des marins seraient défendus. Or, il n'existe que deux moyens : la grève ou les conversations pacifiques. Les syndicats ont opté pour la deuxième solution. »

La note poursuit en indiquant que « ceux qui voulaient pousser à l'aventure, essaient maintenant de changer de position. Néanmoins la consultation entreprise sera poursuivie jusqu'à jeudi et les décisions utiles prises. La note termine en déclarant :

« La lutte qui se déroule aujourd'hui sur le terrain du syndicalisme maritime n'est qu'un des épisodes d'une lutte infiniment plus vaste que le parti communiste mène sur tous les terrains. C'est un des aspects particuliers d'une action qui ne tend rien moins qu'à la colonisation de la classe ouvrière française en attendant la colonisation de notre pays tout entier ».

Les syndicalistes cégétistes du groupe « Syndicats » organisent dans le Nord la résistance et l'opposition

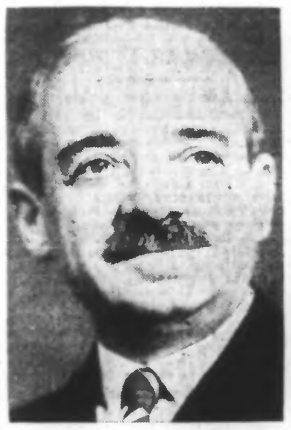
Le groupe des amis de l'organe « Syndicats », fait savoir qu'il a tenu dimanche, à Lille, au cabaret Flamand, place Rihour, local des Jeunesses socialistes et d'organisations socialistes lilloises — une union à laquelle participèrent de nombreux syndicalistes cégétistes de tout le département. Des dispositions ont été prises pour empêcher que le congrès de l'Union départementale du Nord ne soit soumis aux manœuvres de truquage, aux fraudes, aux procédés consistant à faire revivre des syndicats disparus ou à créer des spectres et des fantômes d'organisation.

Des décisions ont été prises également pour faire échec à des entreprises de conquête comme celles actuellement dissimulées dans des propositions de modification à la structure de l'Union départementale du Nord.

Les « Amis de « Syndicats » du Nord ont été unanimes à décider de lutter énergiquement pour l'indépendance du syndicalisme ; à cet effet, ils se sont engagés à se placer résolument dans la bataille déclenchée depuis plusieurs semaines contre l'indépendance du mouvement syndical dans leur département.

Les « Amis de « Syndicats » du Nord acceptent courageusement et par avance les conséquences qui pourraient résulter de leur attitude de résistance et d'opposition à la colonisation communiste.

LES CANDIDATS A LA VICE-PRÉSIDENCE DE LA CHAMBRE CONTRE M. J. DUCLOS COMMUNISTE



(Ph. France-Presse.)

M. RENÉ LEBRET

(Ph. France-Presse.)

M. LOUIS AUBERT

LA CATASTROPHE DU GRAND GALIBIER

Exténués, les sauveteurs ont dû interrompre leurs recherches

Des éclaireurs-skieurs du 99me régiment d'infanterie alpine ramènent les corps des victimes qu'ils ont dégagés de la neige. (Ph. France-Presse.)
La flèche indique l'endroit précis où se produisit l'avalanche.

Grenoble, 9 janvier. — Les recherches pour retrouver les corps de M. Daniel Dewulf et de Mlle Claude Magnan, ensevelis avec cinq de leurs compagnons par une avalanche de neige au Grand Galibier, n'ont pu reprendre lundi matin, les sauveteurs étant complètement exténués par les efforts qu'ils durent fournir dimanche toute la journée. Les cinq corps qui avaient été ramenés à la nuit jusqu'aux Mottets ont été transportés à Valloires par une colonne de skieurs partis lundi matin à l'aube du fort du Télégraphe. Ils ont été déposés dans une chapelle à Valloires.

Mardi matin, les recherches reprendront avec l'appoint de nouvelles sections d'éclaireurs-skieurs du 99e R.I.A. demandés à Lanslebourg. C'est le général Lestien, commandant le secteur fortifié de Savoie, qui prendra la direction des recherches.

(Ph. France-Presse.)

Le LIEUTENANT ROUSSELIER *du 28me génie, seul rescapé de la catastrophe.*

— **Le cardinal Gerlier** est parti pour Paris où il doit assister à la réunion de la commission permanente des cardinaux et archevêques de France.

— **M. Walter Funk**, ministre de l'Economie du Reich a quitté Rome pour rentrer en Allemagne.

— **Le Président de la République** a reçu M. Coulondre, ambassadeur de France à Berlin.

EN ALLEMAGNE

Le chancelier Hitler inaugure la nouvelle Chancellerie du Reich

Berlin, 9 janvier. — Dans son discours à l'inauguration de la nouvelle chancellerie, le Führer-chancelier a déclaré :

« Avec cette construction de la nouvelle chancellerie du Reich, l'année 1938 se termine. Ce bâtiment a été élevé pour les événements de cette année et c'est pourquoi il est le couronnement de l'œuvre politique du Reich Grand-Allemand. »

La fin du discours a été saluée par des acclamations enthousiastes et par les cris scandés de : « Nous remercions notre Führer. »

LE CAFÉ EST MAL... AXÉ

Berlin et Rome en sont privés

Paris, 9 janvier. — Pour la première fois, la presse allemande fait allusion à la pénurie de café qui se fait sentir depuis quelque temps dans le Reich. On pense généralement que les difficultés dans les échanges économiques entre l'Allemagne et le Brésil, de loin le principal fournisseur du Reich en café, en sont la principale cause.

Les journaux allemands demandent aux consommateurs de s'adapter à cette nouvelle situation et de se contenter d'une plus petite quantité de café jusqu'à ce qu'il soit possible d'augmenter les importations. On sait que de récentes mesures avaient déjà limité à 125 grammes la quantité de café délivrée à chaque consommateur.

D'autre part, en Italie, le café en grains, dont la vente avait été, ces jours derniers, restreinte, à moins de 500 grammes par client, est maintenant à peu près introuvable dans le commerce.

EN SOVIÉTIE

Tout ouvrier arrivant au travail avec plus de vingt minutes de retard est passible de congédiement

Moscou, 9 janvier. — Tout ouvrier ou fonctionnaire soviétique qui, sans motif valable, arrivera au travail avec plus de vingt minutes de retard, sera passible de renvoi immédiat.

Le Conseil des commissaires du peuple vient d'interpréter dans ce sens les dispositions concernant les sanctions pour absence illégitime contenues dans le récent décret qui tend au raffermissement de la discipline du travail.

Trois retards en un mois rendent passibles du renvoi.

On construit en secret en Angleterre un avion qui atteindrait 800 kilomètres à l'heure

Grâce à la générosité de lord Nuffield, le magnat de l'industrie automobile, l'ingénieur Hagg est en train de construire dans le plus grand secret, à Londres, un avion qui atteindrait le 800 kilomètres à l'heure et serait propulsé par un moteur de 2.200 CV.

APRÈS LE VOYAGE DE M. BECK A BERCHTESGADEN

BERLIN aurait apaisé les craintes de VARSOVIE sur ses visées vers l'Est

et confronté les intérêts des deux nations dans le règlement de la question coloniale

Varsovie, 9 janvier. — Les milieux gouvernementaux polonais se montrent satisfaits du voyage de M. Beck à Berchtesgaden où, semble-t-il, aucune décision concrète n'a été prise. Le chancelier Hitler a donné certaines assurances au ministre polonais en ce qui concerne le règlement des questions de l'Europe orientale.

Bref, les rapports de bon voisinage conclus en 1934 par la déclaration de non-agression polono-allemande, demeurent à la base des relations entre les deux pays.

D'autre part, à Berlin, l'impression première que les entretiens avaient porté particulièrement sur le problème méditerranéen, se confirme et se précise.

Du côté allemand, on s'est attaché à calmer les appréhensions que certaines visées allemandes vers l'Ukraine avaient pu susciter en Pologne. On se serait efforcé de souligner les intérêts communs des deux pays considérés comme insatisfaits, en particulier dans la question coloniale qui, de l'avis des milieux allemands, doit devenir le problème central de l'année 1939.

A quoi se résument de prétendus incidents antiitaliens, à Tunis

Tunis, 9 janvier. — Les journaux italiens ont fait grand bruit, ces jours-ci, au sujet d'incidents antiitaliens qui se seraient produits pendant la visite de M. Daladier à Tunis. D'après les informations publiées par la presse italienne, des pierres auraient été lancées contre des magasins italiens, des drapeaux italiens auraient été enlevés et d'un d'eux aurait même été brûlé.

Le consul d'Italie à Tunis a fait, il y a quelques jours, une démarche officielle de protestation auprès de la résidence contre ces prétendus incidents. Le résident général a pris acte de cette protestation et a fait ouvrir une enquête.

Il ressort de cette enquête, que, le 3 janvier, une centaine de Musulmans et d'Israélites ont manifesté rue d'Italie, à Tunis, devant le magasin d'un tailleur italien. M. Volpicelli : ils ont enlevé à la devanture du tailleur un drapeau italien arboré à côté du drapeau français. On ignore ce que le drapeau est devenu et rien n'indique qu'il ait été brûlé comme les informations de source italienne le prétendent. Du reste, le tailleur italien, qui est marié à une Française et n'est pas inscrit au parti fasciste, n'a pas porté plainte. L'enquête n'a révélé aucun autre incident.

— L'ex-reine d'Espagne qui, se rend à Rome, accompagnée de sa fille l'infante Marie-Christine, est passée lundi à Paris. On déclare officiellement que ce voyage est motivé par un « heureux événement » attendu par sa belle-fille, la princesse des Asturies.

CONTE

BATAILLE D'ENFANTS

J'avais trente ans. Je venais de passer plusieurs années aux Etats-Unis. Rentré en France, mon intention était de me fixer à Paris et de songer au mariage sans plus tarder. Ma famille se réduisait à mon oncle et à ma tante Bournallier, qui habitaient toujours Villeneuve. J'allai les voir, comptant rester quelques heures seulement auprès d'eux. Ils ne l'entendirent pas ainsi et insistèrent pour me garder plus longtemps. Je partis, néanmoins, le soir même, mais ce fut pour revenir la semaine suivante avec ce qu'il fallait de bagages pour faire figure, durant un mois, dans la bourgade où j'étais né et où j'avais vecu jusqu'à la fin de l'adolescence.

J'éprouvais, à m'y revoir, une émotion singulière. Rien n'y était changé depuis que mon père avait quitté Villeneuve, allant occuper à la Roche-sur-Tioule un poste plus élevé dans l'Enregistrement. Notre maison, au coin de la rue du Pont et de la chaussée Carnot, avait toujours sa courette, sa treille et son jardin, qu'on apercevait, en passant, au-delà du porche d'ombre. Mon premier soin fut d'y pèleriner. Comme autrefois, c'était là qu'on trouvait les bureaux de la recette et que logeait le receveur, et je me présentai à ce fonctionnaire. Il connaissait mon oncle, et le nom de mon père lui disait quelque chose » quand il remontait la série de ses prédécesseurs.

« Me permettrait-il de visiter les lieux ? Du moins ceux qu'il n'occupait pas personnellement ? » Il accéda volontiers à ma requête, me conduisit de chambre en chambre, et témoigna d'une délicatesse dont je lui sus grand gré en m'abandonnant à la solitude du jardin.

— N'êtes-vous pas venu évoquer des souvenirs d'enfance? Régalez-vous donc, monsieur. Je vous laisse. Mes enfants, qui sont présentement en vacances chez leur grand-papa avec ma femme, ont accoutumé de trop s'amuser dans ces bosquets pour que vous n'y retrouviez pas une quantité d'images du temps où vous étiez comme eux. Et tenez ! je gage que vous avez fait de fameuses parties dans le bûcher que voici et dans le grenier qui est au-dessus ! Me trompé-je ?

— Non, non, lui dis-je. Vous avez touché juste...

Il souriait avec bienveillance, tandis que, surpris, troublé, peut-être même un peu pâle, je regardais du haut en bas la vieille bâtisse que mon ingratitude avait complètement oubliée. Il me sembla, un moment, que j'étais revenu non pas dans un site jadis familier, mais tout bonnement en présence du passé. Et une foule de souvenirs affluèrent soudain vers moi, si vivaces qu'ils me donnèrent l'impression presque physique d'une poussée, d'un courant, d'un souffle...

Déjà mon hôte s'était éloigné discrètement. J'entrai dans le bûcher ; et tout de suite, sans négliger pourtant la volupté de humer sa fidèle odeur de bois, de fagots et de terre battue, je levai les yeux vers les hauteurs, le grenier, les poutres de la charpente et leurs toiles d'araignée.

Ce que cherchaient mes yeux, ce qu'ils reconnurent aussitôt malgré l'inévitable déformation que le temps fait subir aux images de la mémoire, c'était surtout l'antique solive qui, aérienne, traversait l'espace entre les deux parties du grenier, sortes de très vastes soupentes auxquelles on grimpait au moyen d'une échelle. Et je me revis, par un après-midi d'été, vers l'âge de dix ans, sur cette solive, en compagnie d'André Moreau, mon inséparable.

Chacun de nous, sur la solive, était parti de l'un des greniers. Il nous arrivait souvent de passer de l'un à l'autre en empruntant ce chemin d'acrobate, au risque de nous tuer, très simplement. Quel démon, ce jour-là, nous avait inspiré l'idée folle de nous engager, simultanément et en sens inverse, sur l'étroite passerelle où il était impossible de se croiser ? Je ne sais quelle stupide émulation nous aiguillonnait !

— C'est moi qui passerai !

— Non, c'est moi !

— Tu ne me feras pas reculer !...

Je sais que j'ai été un petit bonhomme ardent, combattif, parfois même porté à l'agression. Cela m'a bien passé. Mais, ce jour-là...

Ce jour-là, je fus brutal. L'âme barbare des ancêtres me gouverna, une seconde. L'ivresse des jeux féroces commanda mes réflexes. Je ne voulais pas reculer ; il fallait donc qu'André reculât devant moi, ou bien...

Vingt ans après, j'avais le frisson en reconstituant la scène de ces deux gosses imbéciles qui s'affrontaient au-dessus du vide, comme deux béliers sur le tronc d'arbre jeté en travers du précipice.

André tomba.

Il n'avait, heureusement, qu'un bras cassé. Pas de lésions internes. Et il eut l'élégance d'affirmer que tout cela était sa faute.

Grâce à ce mensonge chevaleresque, j'évitait une terrible affaire. Car c'était bien moi le coupable. N'étais-je pas l'aîné, le plus fort ? Et l'ignorais-je ? Et n'en avais-je pas durement abusé ?

Quelle chose bizarre que la vie ! André Moreau, mon « inséparable », le généreux ami que j'avais failli tuer et qui ne l'avait pas révélé... Je ne savais ce qu'il était devenu. Pauvre de nous !

Il était le fils d'un négociant de la ville. Il ne rêvait que navires, mers lointaines, croisières. Peu après l'aventure du bûcher, on l'avait mis interne à Paris, afin qu'il préparât l'Ecole navale.

Et il avait fallu ce retour à la maison de Villeneuve pour que son nom me revint à l'esprit.

Un souvenir, cependant, chasse l'autre. Tant d'apparitions m'assaillaient dans ce bûcher, que la vision d'André Moreau s'abattant sur le sol avec un bruit affreux s'estompa vite, pour faire place aux autres fantômes qui sortaient de tous les coins, en l'honneur de moi...

Je ne rentrai chez mon oncle que bien juste à l'heure du déjeuner, qui se trouva du reste retardé, parce qu'une dame et sa fille s'étaient invitées sans façons.

Mme Cévignac avait beaucoup connu mes parents. Elle était enchantée de la rencontre, ravie de pouvoir constater ce que la destinée avait fait de ma personne. De là son désir de déjeuner avec nous. J'avoue que je ne me la rappelais nullement.

Sa fille avait vingt ans. C'était une délicieuse créature, dont je ne pourrais rien dire qui la dépeignît tant soit peu. Elle se nommait Béatrice.

Nous passâmes l'après-midi ensemble, tous les cinq. Les heures fuyaient légères et comme harmonieuses. Mme Cévignac était la femme la plus gaie du monde. Quant à Béatrice... Ah ! Béatrice !

Elles prirent congé à regret, dans le soir. La cuisinière se lamentait, car son dîner allait être trop cuit.

A table, ma tante me dit :

— Eh bien ! Jacques. Elle ne semble pas te déplaire, la petite Cérignac !

— Non, ma tante. Elle est exquise. Et je crois que, de son côté...

— Après tout, fit mon oncle en levant les sourcils, cela peut encore s'arranger.

— Je ne comprends pas, mon oncle. Qu'est-ce donc qui..

— C'est, dit ma tante, que Beatrice est — ou plutôt *était* — à la veille de se fiancer. Tu te souviens peut-être : André Moreau, ton ancien camarade, qui s'est cassé le bras chez nous, quand il était petit... Il est notaire à Villeneuve, maintenant... Bah ! Il se c... lerait...

Alors, n'est-ce pas, je suis reparti dès le lendemain.

MAURICE RENARD.

DERNIERE HEURE

ETATS-UNIS ET ALLEMAGNE

Les trois ambassadeurs à Londres, Paris et Berlin tiennent avec le président Roosevelt une conférence secrète pour l'établissement d'un plan de défense nationale

Washington, 9 janvier. — MM. Kenedy et Bullit, ambassadeurs des Etats-Unis à Londres et à Paris, sont arrivés inopinément à Washington venant de Floride, où ils étaient en vacances, pour conférer avec le président Roosevelt.

Ils ont été rejoints, à leur arrivée par M. Hugh Wilson, ambassadeur des Etats-Unis à Berlin.

Ces trois ambassadeurs se sont refusés à toute déclaration. Ils ont dit cependant qu'ils attendaient l'arrivée de M. Cordell Hull.

A leur sortie, ils ont déclaré qu'ils avaient discuté un plan de défense nationale que M. Roosevelt présentera sous peu au congrès.

M. Bullitt quittera New-York le 21 janvier pour Paris ; M. Kennedy, pour Londres, le 23 janvier.

Une tentative monstre de boycottage contre le Reich

Le docteur William Schieffelin, président de l'Union des citoyens, a annoncé qu'il allait tenter de grouper les chrétiens et tous les citoyens des Etats-Unis dans une action de boycottage contre le Reich.

Le projet du Dr Schieffelin consiste à faire signer aux citoyens des Etats-Unis l'engagement qu'ils n'achèteront pas de produits allemands, ne voyageront pas sur des navires allemands et ne mettront pas le pied en Allemagne.

Le Reich va s'intéresser à l'exploitation des mines bulgares

Sofia, 9 janvier. — Le chef de la section de compensation du ministère de l'Economie nationale d'Allemagne est arrivé à Sofia, accompagné d'une quinzaine de représentants de la finance et de l'industrie du Reich.

Le but de ce voyage est de conclure un accord pour l'exploitation de certaines mines bulgares.

La politique autarcique de l'axe

Rome, 9 janvier. — « L'étroite collaboration italo-allemande sur le terrain économique vise à rendre plus formidable encore l'action solidaire de l'axe » écrit « La Tribuna ».

« L'Italie et l'Allemagne, écrit le journal, sont plus que jamais résolues à pousser les plans autarciques jusqu'à leurs conséquences extrêmes et logiques. »

Les vitres du consulat polonais de Sevljus, sont cassées

Prague, 9 janvier. — La légation de Pologne a protesté auprès du ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque contre un incident qui s'était produit lundi matin à Sevljus, en Ukraine carpathique, où les vitres du consulat de Pologne furent cassées.

Un communiqué officiel du gouvernement carpatho-ukrainien déclare que cet incident avait été provoqué par des agents provocateurs payés.

Un violent incendie détruit le collège de Saint-Pol-sur-Ternoise

Grâce au sang-froid du maître d'internat les 45 internes avaient été évacués à peine dix minutes avant l'écroulement de la toiture

Les dégâts s'élèvent à 6 millions

Au cours de la nuit de dimanche à lundi, un violent incendie, dont on ignore les causes a ravagé le collège des garçons de Saint-Pol-sur-Ternoise. L'alarme fut donnée vers 2 h. 15, par le maître d'internat, M. Lefrançois, qui fit aussitôt procéder, avec sang-froid, à l'évacuation des 45 élèves internés. Moins de dix minutes après cette évacuation, la toiture du collège s'écroulait avec fracas.

Les secours s'organisèrent rapidement, et les pompiers de Saint-Pol, aidés des pompiers d'Arras, combattirent le sinistre, mais leurs efforts furent considérablement entravés par le manque de pression d'eau.

Néanmoins, le logement personnel du Principal, et une ferme voisine, purent être protégés, tout le reste est détruit.

Sur les lieux, M. Rochard, préfet du Pas-de-Calais, dirigeait les opérations, accompagné de M. Paul Thellier, député, et de M. Lebel, maire et conseiller général.

Les dégâts s'élèveraient à 6 millions.

Les cours ne seront pas, pour cela, interrompus ; ils continueront dans les locaux disponibles de la nouvelle école de filles.

Il n'existe pas d'armée rebelle en Palestine mais seulement des bandes de partisans dont l'effectif total ne dépasse pas 1.500 hommes, déclare un communiqué anglais

Londres, 9 janvier. — Le « War Office » a publié lundi une mise au point sur la situation en Palestine.

« Bien qu'il y ait une révolte armée en Palestine, actuellement, dit en substance le document, on peut déclarer qu'il n'existe aucune armée rebelle ». Il y a des bandes rebelles et le total de ces gens ne dépasse pas 1.500 hommes, disséminés en petites bandes commandées par divers chefs, virtuellement indépendants dans leur propre secteur.

Les rebelles actifs sont inextricablement mêlés aux citoyens pacifiques dans tout le pays, et c'est ce qui rend particulièrement difficile la répression.

Ainsi, il n'existe ni force rebelle armée organisée contre laquelle les troupes pourraient entrer en action, ni administration centrale dont la destruction mettrait fin à la rebellion ».

Une balle dans sa jambe de bois : tel fut le sort d'un délégué communiste qui avait volé des cahiers de cotisations et des timbres au syndicat cégétiste

Rouen, 9 janvier. — M. Jules Duhamel, 43 ans, délégué à la propagande du Syndicat général des ouvriers du port, dont les dirigeants appartiennent au parti communiste, pénétra, samedi dernier, dans le local qu'occupe à la Bourse du travail, le Syndicat cégétiste des ouvriers charbonniers et y prit des cahiers de cotisations, ainsi que des timbres syndicaux.

M. Fernand Poupion, secrétaire du Syndicat des ouvriers charbonniers, a rencontré, lundi, dans un café du port, M. Duhamel et lui a demandé de lui restituer ce qu'il avait dérobé.

Une discussion s'ensuivit, au cours de laquelle M. Poupion tira une balle de revolver sur M. Duhamel et l'atteignit... à sa jambe de bois.

M. Poupion, arrêté, prétend avoir tiré exprès sur l'appareil de prothèse.

Le Cameroun veut être intégré à l'empire colonial français

Douala, 9 janvier. — Le Comité français du Cameroun a adressé au président du Conseil un télégramme à l'issue d'une grandiose manifestation de la population indigène camerounaise réunie au nombre d'environ trente mille et demandant « que le gouvernement français rejette la formule périmée du mandat pour intégrer le Cameroun à l'empire colonial français ».

Dernières Nouvelles Sportives

CATCH AS CATCH CAN

Deglane est battu par Yvon Robert

Paris, 9 janvier. — Lundi soir, au Palais des Sports le Canadien Yvon Robert, ex-champion du monde de catch, a battu le Français Henry Deglane en 1 h. 12' 34".

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS

LIVERPOOL, 9 janvier 1939.

Importations, nulles; Américain, baisse 1; Brésilien, baisse 1; Egyptien: Sakellaridis, baisse 7; upper, baisse 6; Giza, baisse 7.

Termes	New-Orléans Préc.	New-Orléans Jour	New-York Préc.	New-York Jour
Disponible	8.60	8.52	8.91	8.89
Janvier	8.47	8.40	8.39	8.35
Février	—.—	—.—	8.40	8.37
Mars	8.50	8.42	8.42	8.30
Avril	—.—	—.—	8.28	8.17
Mai	8.26	8.18	8.17	8.05
Juin	—.—	—.—	8.05	7.93
Juillet	8.03	7.93	7.94	7.82
Août	—.—	—.—	7.78	7.65
Septembre	—.—	—.—	7.58	7.49
Octobre	7.51	7.45	7.41	7.33
Novembre	—.—	—.—	7.41	7.34
Décembre	7.56	7.47	7.41	7.36

Recettes. — Aux ports de l'Atlantique, 1.000; aux ports du Golfe, 6.000; aux ports du Pacifique, 3.000.

Exportations. — Pour la Grande-Bretagne, 1.000; France et Continent, 10.000; Japon et Chine, 3.000.

CHANGES A L'ÉTRANGER

Londres. — Sur Paris, 177.28; sur Bruxelles, 27.675; Esc. hors Banque, 0 9/16; prêt à court terme, 0 1/2.

SUCRES. — Cuba prompte livraison, 200; à terme sur janvier, 175-77; mars, 189-90; mai, 192-93; juillet, 196-97; septembre, 198-200; novembre, 203; décembre, incoté.

Ventes: 7.000 tonnes.

Revue du marché de New-York

New-York, 9 janvier. — Les tentatives qui avaient été faites aujourd'hui en vue de ranimer le ton à la Bourse de Wall Street ont échoué en raison notamment de l'instabilité politique. On signalait de nombreuses ventes pour le compte de l'étranger. Au surplus, les boursiers newyorkais se méfient assez des événements de Washington cependant que les bruits répandus au cours de la journée concernant la déflation ont eu pour effet de ralentir la tendance. Les affaires portaient sur un total de 1.100.000 parts.

L'ouverture était irrégulière. On ne s'expliquait pas les liquidations de la matinée mais les quelques reprises, du reste faibles n'ayant pas été maintenues, le ton était déprimé. On remarquait notamment une forte pression contre les cuprifères, les aéronautiques et les sidérurgiques. Avant midi, bon nombre de valeurs s'inscrivaient en baisse de fractions à deux points tandis que les valeurs de constructions s'inscrivaient en recul de trois points. Les sidérurgiques devenaient lourdes cependant que les aéronautiques s'affaiblissaient. Les automobiles étaient déprimées en raison de la grève à Détroit et les ferroviaires fléchissaient bien que les perspectives parlementaires dans ce domaine demeurent les mêmes.

En fin de séance, la cote fluctuait de façon assez nerveuse et la clôture avait lieu sur un ton lourd. La plupart des valeurs s'inscrivaient à la fin de la journée en baisse, parfois de deux points.

— De graves inondations submergent une partie des midlands du nord-est de l'Angleterre et du Pays de Galles et de l'Ouest. La région la plus affectée est celle de Kingsbury sur la droite allant de Birmingham à cette première localité.

— Un couple de clarinettistes italiens, M. De Philippi et sa femme, âgés respectivement de 36 et 40 ans, ont été trouvés assassinés lundi soir à Nice. L'arme du crime est un petit marteau de tapissier.